

La Presse

1. La Presse. 1837-05-14.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.



Aujourd'hui, jour de la Pentecôte, les ateliers étant fermés, la PRESSE ne paraîtra pas demain lundi.

PRESSE ÉTRANGÈRE.

PRESSE ALLEMANDE.

PRUSSE, Berlin, 3 mai.—Le bruit se répand que M. de Lottum, ministre des finances, succéderait à M. Ancillon en qualité de chancelier du ministère des affaires étrangères. Deux secrétaires d'état seraient appelés à l'assister, et MM. Eichhorn et d'Arnim sont désignés pour remplir ces fonctions.

— La crise financière et les nombreuses faillites déclarées en Angleterre et en Amérique, commencent à produire dans ce royaume une réaction très sensible. Des maisons importantes ont fait faillite, tant à Elbing qu'à Dantzig; on craint pour certaines maisons de Hambourg; leur ruine entraînerait les plus dévastatrices conséquences pour le commerce. (Idem.)

PRESSE ANGLAISE.

ANGLETERRE, Londres, 11 mai.—Ce matin, à dix heures, la majorité, en faveur de Burdett, dans le district de Saint-Georges, dépassait 400. C'est là, en effet, que se trouve sa force principale. La foule, qui remplissait la place du poll de Covent-Garden, a été considérable pendant toute la matinée. Des corps de musiciens allaient de côté et d'autre, portant les couleurs des candidats. La meilleure humeur a régné, et les opérations se sont faites très régulièrement. Il est probable que la grande masse des électeurs arrivera un peu avant la fermeture du poll, fixée à quatre heures.

4 heures et 1/2. — Voici le nombre des votes, lors de la clôture du poll à quatre heures : Pour Burdett, 5,341; pour Leader, 2,984. Majorité en faveur de Burdett, 560. (Globe.)

— Il résulte du rapport général concernant la dernière quinzaine faite au profit de M. O'Connell, qu'il a été perçu, en 1835, 20,189 liv. sterl. 15 s. 3 d. Cette somme a été absorbée par les frais de l'élection de M. O'Connell, depuis 1833, car on les évalue à plus de 19,000 liv. sterl. La quote prochaine constituera le fonds O'Connell pour les années 1836 et 1837. (Sun.)

PRESSE SUISSE.

SUISSE, Porentruy, 9 mai.—A l'occasion de la suppression de l'Assemblée de sûreté, le parti de l'aristocratie s'est réuni le 30 avril à Brienzwyl. Les principaux chefs étaient l'ancien lieutenant de justice Fisher et l'ex-greffier de bailliage Schärer. Il y avait environ 800 personnes qui ont été régales gratuitement. Schärer a prononcé un discours.

M. Michel, membre du grand conseil, ayant voulu prendre la parole, a été hué et maltraité.

Le discours insurrectionnel qu'il a prononcé n'a pas tardé à produire ses effets.

Le préfet d'Interlaken, après avoir entendu plusieurs témoins, fit comparaître Schärer, auteur du discours insurrectionnel tenu à cette assemblée, l'interrogea et le fit conduire immédiatement à Berne, où il est arrivé dans la nuit de samedi à dimanche. Le même jour, le vice-préfet se transporta à Brienzwyl, pour interroger et mettre au besoin en arrestation l'aubergiste Högler, chez qui l'on s'était réuni; mais il rencontra de la résistance et ne put exécuter son mandat.

Dans la même nuit, les meneurs réactionnaires se réunirent à Brienz, et ils se séparèrent à une heure du matin pour parcourir le pays, appeler leurs partisans aux armes, et marcher ensuite sur Interlaken, et de là sans doute sur Berne.

Mais, dès le matin, le préfet informé de ce projet, avait envoyé des ordres de marche aux milices du district, et prévenu les préfets voisins ainsi que le gouvernement.

Vers quatre heures, environ 400 hommes s'embarquèrent sur le lac avec deux pièces de canons, se dirigeant sur Brienz, et peut-être de là vers l'Oberhasli.

A neuf heures du soir, MM. les conseillers d'état Kohler et Jaggi sont partis de Berne en qualité de commissaires nommés par le conseil exécutif, et ils seront arrivés ce matin sur les lieux. (Helvétie.)

FRANCE. — PARIS, 13 mai.

La pétition d'un sieur Quédeville, adressée à la chambre des députés, a été aujourd'hui pour la vieille presse une occasion de se montrer sous un point de vue sinon très nouveau, du moins très curieux. Cette pétition a pour objet de demander le rétablissement des maisons de jeu, légalement supprimées depuis la dernière session, et maintenues de fait jusqu'au 1^{er} janvier prochain. La vieille presse, la plus patriotique, la plus dévouée aux intérêts populaires, appuie fort la pétition du sieur Quédeville, et met toutes phrases au vent pour démontrer que les maisons de jeu sont une institution précieuse, à la condition néanmoins d'en sanctifier le revenu par un emploi en diverses œuvres pies.

FEUILLETON.

M. LE BARON TAYLOR, AU THÉÂTRE FRANÇAIS. (1)

Il y a des hommes dont l'existence est un long dévouement : selon la prédisposition de leurs caractères, ou selon les événements qui leur ôtent souvent une à une leurs illusions les plus chères; ces dévouements ont pour objet les rois, les femmes ou les arts; il arrive par fois que le désillusionnement va jusqu'au bout; et alors forcés de renoncer à leurs croyances terrestres, ils se réfugient dans le sein de la religion, et se dévouent à Dieu, seule puissance rémunératrice, qui n'est ni décevante comme les arts, ni ingrate comme les femmes, ni oublieuse comme les rois.

Ceux-là sont les forts et les grands; les âmes médiocres acceptent toujours, mais ne donnent jamais. En revanche, elles jettent, car elles font la majorité; aussi traitent-elles ceux qui se dévouent aux rois d'esclaves, ceux qui se dévouent aux femmes de niais, et ceux qui se dévouent aux arts d'insensés. Il n'y a pas jusqu'au dévouement à Dieu qu'elles ne calomnient : pour elles, les croyants sont des cagots ou des hypocrites.

Heureusement ou malheureusement, selon que l'on sera de l'école philosophique ou de l'école chrétienne, ces dévouements sont rares. Aussi méritent-ils d'être mentionnés en passant. Nous ne parlons pas des dévouements aux femmes; ceux-là, pour le plus souvent, sont solitaires, silencieux et ignorés. Nous ne parlerons pas des dévouements aux rois; ceux-là sont éclatants, publics et vaniteux. Nous parlerons des dévouements à l'art, et non pas encore des dévouements producteurs qui trouvent leur récompense dans la production même, qui sortent du Conservatoire, du Musée ou du Théâtre, comme Listz, comme Delacroix ou comme Victor Hugo, une couronne au front; mais du

Ceux qui lisaient autrefois les vieux journaux n'ont certainement pas oublié les belles tirades contre le jeu dont ils remplissaient annuellement leurs colonnes, au retour de chaque budget. Il n'y a pas de peintures touchantes ou terribles qu'ils n'aient faites de la malheureuse passion qui pousse ceux qui ont de l'argent à le dépenser sur une carte, et pas d'anathème qu'ils n'aient lancé contre les gouvernants assez infâmes pour accepter les quinze millions d'impôts que les joueurs consentaient à leur payer régulièrement et spontanément. La vieille presse a donc crié si long-temps et si fort, que le gouvernement, qui n'a presque jamais le mouvement libre ni dans ce qu'il accorde, ni dans ce qu'il refuse, s'est rangé du côté de cette morale si rigide et si désintéressée, a fait main basse coup sur coup sur la loterie et sur les maisons de jeu, et a demandé aux contribuables purs et honnêtes quinze millions qui ne fessent pas contaminés par la roue de la fortune ou par le valet de carreau.

Jusqu'à là tout allait bien; les loteries clandestines s'organisaient, et celles-ci sans aucun contrôle public; les maisons de jeu s'en allaient à Bade et ailleurs, entraînant avec elles ces joueurs maniaques (n'y a-t-il pas des manies en tout?) venus de Londres, de Newyork, de Berlin ou de Saint-Petersbourg, pour dépenser à leur guise leur fortune à Paris, et dont le départ privait par conséquent le commerce et les hôtes de ces déploiements de luxe qu'un joueur ne s'épargne jamais; la morale ne gagnait rien du tout à cela, parce que la morale existe à Bade aussi bien qu'ailleurs, et le trésor y perdait quinze millions; mais la vieille presse avait paru se donner les dehors d'une austérité philosophique et d'une prudence religieuse, surtout la vieille presse avait eu une occasion de plus d'attaquer le gouvernement, et cette considération suffisait toute seule.

Mais voici que le gouvernement ayant fait ce que les journaux de l'opposition lui demandaient, il est arrivé tout naturellement que l'opposition et le gouvernement se sont trouvés d'accord une fois dans la vie. On comprend que pour la vieille presse, une pareille situation est intolérable; penser comme le gouvernement, ou même souffrir que le gouvernement pense comme elle sur un seul point, c'est ce qui lui est parfaitement impossible. Maintenant donc que le gouvernement s'est avisé de lui accorder la suppression des maisons de jeu, elle se hâte d'en demander le rétablissement, ce qui lui constitue deux ou trois années d'opposition devant elle, jusqu'au moment où les maisons de jeu étant rétablies, elle en pourra redemander l'abolition, et cetera.

Ceux qui lisent ceci savent bien que ce que nous écrivons-là n'est point une plaisanterie. L'opposition, qui ne voudrait pas pour un million avoir une idée de son chef, et qui se borne, comme le disait judicieusement l'an dernier le *Journal du Commerce*, à discuter et à contrecarrer les idées des autres, n'a d'autre système de conduite que de dire non quand le gouvernement dit oui, et de dire oui quand le gouvernement dit non. Ainsi, quand elle a demandé instantanément pendant plusieurs années l'abolition des maisons de jeu, elle a eu bien l'air de déduire quelques raisons sérieuses, mais la preuve que ce à quoi elle tenait ce n'était pas le triomphe de ses idées, mais le triomphe de ses taquineries, c'est qu'elle combat elle-même, et avec autant de chaleur que jamais ses raisons d'autrefois, qu'elle trouve complètement fausses, complètement absurdes, en quoi tout le monde sera de son avis, avec cette variante et cette addition seulement, que ses raisons d'aujourd'hui n'ont ni moins de fausseté, ni moins d'absurdité.

La Presse n'existait pas encore lorsque la loterie et les maisons de jeu ont été abolies. Elle n'a pas eu par conséquent d'opinion à émettre sur ce sujet. Toutefois, si elle en avait eu une à exprimer, elle n'aurait pas été celle qui a triomphé devant les chambres.

Nous avons bien souvent entendu parler, surtout à l'occasion de la loterie et des maisons de jeu, d'impôt immoral. Nous autres, nous ne connaissons qu'une seule espèce d'impôt immoral, c'est celui qui demande aux contribuables l'argent qu'ils n'ont pas.

L'impôt qui demande impérieusement sa cote à l'ouvrier sans ouvrage, au cultivateur grêle ou inondé, et qui, s'il n'est pas satisfait dans le délai légal, vend les meubles du premier et la vache du second, nous semble un impôt fort immoral.

L'impôt qui prélève une partie des pertes et gains qui se font au jeu n'a rien en soi, nous l'avouons, qui nous révolte bien fort. Quand un individu perd de l'argent, c'est une preuve qu'il en a. L'état qui se

dévouement plus efficace et plus puissant, de celui-là qui a disputé la couronne à la médiocrité pour en faire don au génie. Car, à celui-là, il ne reste rien que les haines de ceux dont il a froissé l'amour-propre; et souvent il n'a pas même, pour consolation, la reconnaissance de ceux dont il a comblé l'orgueil.

Parmi le petit nombre de dévouements de ce genre qui ont passé devant nos yeux, certes, le plus incessant et le plus désintéressé est celui de Taylor. Nommé commissaire du roi près le Théâtre-Français, en 1825, il entra en fonctions dans une de ces périodes, qui, au premier coup qu'elles leur portent, éprouvent les hommes. Taylor était essentiellement doué de cette jeune nationalité qu'on a long-temps confondue avec le vieux libéralisme, et entre lesquels la révolution de juillet a tracé une si lumineuse ligne de démarcation; aussi Taylor n'était-il pas dévoué aux hommes, mais aux principes; le meilleur roi, à ses yeux, était celui qui devait le plus faire pour l'honneur de la patrie. Il en résulte que, repoussant toujours la question de dynastie pour la question de progrès, il demeura fidèle à la gloire du pays, quelque fût le roi qui le gouvernât.

Après le portrait de l'homme, passons à l'état des choses.

Au moment où Taylor fut investi du commissariat royal, le Théâtre-Français se débattait dans sa vieille anarchie. Talma et mademoiselle Mars en étaient le roi et la reine, mais de nom seulement. Quant à leur pouvoir, il était restreint à l'influence de leur talent dans les questions personnelles. Une espèce de régence démocratique, se composant de toutes les nullités, paralysait la volonté de ces deux grands artistes, qui, repoussés par une force envieuse dans l'ornière de la routine, appelaient à leur aide la génération naissante, qu'ils devaient par instinct devoir être celle du progrès.

De son côté, le public commençait à se lasser de la littérature de l'empire; *Pinto*, *Sylla* et *l'École des vieillards*, lui étaient apparus avec des horizons poétiques et nouveaux; comme Christophe Colomb en voyant des algues et des oiseaux, il devinait qu'il était près d'un sol vierge et fécond; alors arriva Taylor qui prit le gouvernail du vaisseau, et qui cria terre!

Depuis dix ans la Comédie-Française avait reçu, et tenait enfouie dans ses cartons, la tragédie d'un jeune homme; car, à cette époque, il fallait faire à la royale administration de la rue de Richelieu un sur-nu-mérariat décennal. Un homme vieillissait entre la réception et la re-

présentation de sa pièce; parfois encore, il mourait, et la pièce, fût-elle un chef d'œuvre, était enterrée avec lui.

Or, ce jeune homme dont on avait reçu la tragédie il y avait dix ans, se nommait Pichalt. Quoiqu'il n'eût alors que trente-cinq ans, il était plus près de la tombe qu'un vieillard; comme Chatterton, il mangeait depuis son enfance un pain trempé de larmes, et comme André Chénier, sentant qu'il allait mourir, il se frappait le front du poing en disant désespérément : « Il y avait cependant là quelque chose. »

Ce qu'il y avait dans le front du pauvre poète, ce fut Taylor qui le découvrit; il mit instinctivement la main sur *Léonidas*; dès la première page, il reconnut une versification incorrecte, rude et fiévreuse, mais enivrante comme un cliquetis d'armes; de temps en temps jaillissaient comme une flamme, au milieu de l'hémistiche ou à la fin du vers, les mots de patrie et de liberté. Ces mots, toutes les fois qu'on les prononçait, c'était les éclairs de l'orage, et le parterre grondait, pareil au tonnerre lointain d'une révolution.

Il y avait donc deux choses à vaincre : l'apathie des sociétaires, les susceptibilités de la censure. Taylor prit *Léonidas*, alla trouver Talma, lui lut la pièce. Talma réfléchit long-temps et trouva la pièce impossible, car Talma était un caractère ardent au désir, mais timide à la lutte; il appelait de tous ses vœux la révolution littéraire, et tremblait aussitôt qu'il s'agissait de la proclamer. Taylor insista; Talma, facile à convaincre, fut convaincu; on prit un rendez-vous où Pichalt fut appelé, et là, séance tenante, les corrections furent débattues et arrêtées; huit jours après elles étaient faites. Le pauvre cygne mourant sentait qu'il n'avait pas de temps à perdre pour faire entendre son premier et son dernier chant.

En toute chose, qui ne détruit pas les causes, ne détruit rien.

D'un autre côté; et financièrement parlant, il nous paraît que c'est une sottise de se priver des impôts qui se lèvent tout seuls, qui viennent d'eux-mêmes dans la caisse, que les contribuables paient de leur propre mouvement, et qui, en définitive, ne sont jamais prélevés que sur un fonds jugé fonds de luxe par ceux-là qui se l'imposent volontairement. Les impôts sont, en général, une charge si lourde, si écrasante, si vexatoire, quelquefois si odieuse et si inique, qu'on devrait garder précieusement ceux qui n'ont jamais exigé un garnissage ou soulevé une réclamation.

La loterie rapportait dix millions et les maisons de jeu cinq mil-

lions. C'étaient là quinze millions payés volontairement par des per-

sonnes de conduite irrégulière; il faudra maintenant les imposer par

force à des personnes de conduite régulière. Nous ne voyons pas bien

la moralité de cela.

Si donc la Presse avait existé lorsque les maisons de jeu ont été

abolies, nous aurions combattu la loi qu'on a faite, parce qu'il faut y

regarder à deux fois avant de se priver d'un impôt qui est payé volon-

tairement; mais aujourd'hui que la loi est établie, l'abolition des mai-

sons de jeu sanctionnée, l'impôt remplacé, nous nous déclarons pour

les choses consommées, parce que s'il y a quelque chose de pis que de

faire des lois médiocres, c'est de faire des lois inutiles.

Les élections municipales vont avoir lieu; elles ont été fixées par l'ordonnance royale du 20 mars dernier, au 15 mai, et elles devront être effectuées le 30 juin. En 1834, l'ordonnance du 9 septembre les avait indiquées du 1^{er} octobre au 15 décembre. Cette différence de date doit être remarquée; elle a son importance. L'art. 17, paragraphe 2, de la loi du 21 mars 1831, porte textuellement : « Les conseils municipaux seront renouvelés par moitié tous les trois ans. » Or, au 15 mai, il n'y aura d'écoulé que deux ans et demi depuis les élections de 1834. Il pourrait arriver, à ce compte, en cumulant à chaque période de réélection, un pareil terme de six mois en moins, que les conseillers qui sont élus pour six ans, ne restassent en fonctions que cinq ans; ce qui est contraire à l'esprit et à la lettre de la loi, aussi bien qu'une période de deux ans et demi substituée à la période légale de trois ans.

Les élections de la garde nationale doivent être faites aussi cette année, dans tous les départements, aux termes de l'art. 60 de la loi du 23 mars 1831. Elles avaient précédé les élections municipales en 1834, et on devait espérer qu'elles auraient lieu en 1837, au moins quinze jours avant la clôture des listes des électeurs municipaux, fixée au 31 mars de chaque année. Cette marche aurait eu pour résultat de faire disparaître des listes une choquante anomalie, en y faisant porter, aux termes de l'art. 11 de la loi du 21 mars, les officiers de la garde nationale nouvellement élus, à la place de ceux qui, pendant cette qualité, ne devraient plus y figurer. Il est difficile de s'expliquer pour-

(1) Nous comptons publier trois articles sur M. le baron Taylor. Le premier comprendra, comme on le voit, sa gestion au Théâtre-Français, de 1823 à 1831; le second, sa mission en Orient, d'où il ramèna l'Obélisque du Louxor; et le troisième, son voyage en Espagne, où, par ordre du roi, il acheta la magnifique collection de tableaux, qui sera incessamment exposée, non-seulement à la curiosité, mais nous croyons pouvoir en répondre d'avance, à l'admiration du public.

quo l'administration a cru devoir procéder dans le sens contraire à ce que le bon sens indiquait.

En terminant son compte-rendu au roi sur les élections municipales de 1834, M. Thiers, alors ministre de l'intérieur, s'exprimait ainsi : « La jurisprudence du conseil-d'état et les instructions très développées qui ont été publiées depuis 1831, ont suppléé à des lacunes et éclairé des difficultés que présentait la loi du 21 mars. Peut-être serait-il convenable de donner à quelques-unes de ces solutions la sanction législative, et de modifier en même temps des dispositions dont l'expérience a révélé les inconvénients. Je m'occupe donc de recueillir les observations que l'application de la loi du 21 mars 1831 a pu faire naître depuis quatre ans, et j'examinerai si elles doivent donner lieu dès ce moment à des changements susceptibles d'être formulés en dispositions législatives. »

M. d'Argout avait songé, avant M. Thiers, à faire subir des modifications à cette loi, qui est la charte des communes, et il avait présenté à cet effet un projet de loi à la chambre des députés; mais il fut tout d'abord si mal accueilli, qu'il n'eut pas même les honneurs d'un rapport.

Cette tentative n'a pas été renouvelée. M. Thiers, s'il retourne jamais au ministère de l'intérieur, ne sera probablement pas disposé à réaliser les changements qu'il méditait en 1835. La loi demeurerait intacte, grâce sans doute aux modifications subies par l'homme d'état (1).

Quoi qu'il en puisse être, la loi va fonctionner de nouveau avec sa puissance native, et si elle a pu être appliquée, sans péril, à de graves époques, à travers l'agitation des esprits et la perturbation produite par le choc des opinions, elle le sera plus sûrement encore et cette année et à l'avenir.

Les électeurs n'en ont pas moins de sérieux devoirs à remplir, et nous formons des vœux ardents pour qu'ils n'en oublient aucun dans cette circonstance.

En 1834, le nombre des électeurs inscrits était d'environ 2,860,000 (2), dont 2,720,000 censitaires et 80,000 adjoints ou inscrits à raison de leur profession ou fonctions.

1,600,000 seulement se sont présentés aux élections et ils avaient à nommer 220,000 conseillers.

Aussi, dans beaucoup de localités, un très petit nombre de suffrages a souvent conféré la qualité de conseiller municipal.

Il est vivement à désirer que ces faits ne se renouvellent pas; ils accusent hautement les électeurs. Les élections, pour être vraies, pour être l'expression de la majorité, doivent avoir lieu par le concours d'une véritable majorité imposante, réelle, absolue, contre laquelle il ne soit pas possible de protester ou d'équivoquer; qui commande le respect aux envieux, aux turbulents et à tous ceux qui ne veulent obéir qu'à leurs passions ou à leurs préjugés.

Mais si nous considérons le concours du grand nombre, comme la base d'une élection prépondérante, nous voulons encore qu'elle soit libre, spontanée, éclairée, et non le produit de basses intrigues, d'ignobles réunions de cabarets, comme il est arrivé quelquefois; nous désirons que les électeurs ne frappent pas d'ostracisme, par envie, les meilleurs citoyens, les plus éclairés et les mieux placés pour défendre avec indépendance, succès, économie, les intérêts de la communauté.

Quand il est question d'une élection, soit qu'il s'agisse d'un député, d'un membre de conseil-général ou de conseil d'arrondissement, d'un officier de la garde nationale, ou enfin d'un conseiller municipal, il faut faire appel à ses plus nobles sentiments, parce que l'élection comporte non un intérêt isolé ou sans portée, mais les intérêts du pays, le bien-être de tous, et qu'il serait misérable, odieux, de les oublier, pour n'écouter qu'une basse jalousie ou les conseils d'un amour-propre malheureux.

La chambre des députés, après le rapport de plusieurs pétitions et

(1) M. Thiers disait, au reste, page 4 du même travail : « C'est à peine si dans 37,150 assemblées, auxquelles ont assisté près de 1,600,000 électeurs, on peut citer quelques actes assez répréhensibles pour avoir motivé des mesures de répression, soit de la part de l'administration, soit de celle des tribunaux. On ne saurait trop signaler ces faits importants, et qui honorent le caractère national. »

(2) Ce chiffre doit être élevé aujourd'hui par l'accroissement de la population. Elle était en 1834 de 31,888,730 (non compris la ville de Paris, dont les élections sont réglées par une loi spéciale). D'après le dernier recensement officiel, elle est maintenant de 32,631,784 (toujours Paris excepté, qui renferme 909,126 habitants, et qui porte la population totale à 33,548,910). En sorte que la différence entre 1834 et 1837 est de plus de 700,000 âmes. Le nombre des électeurs s'élève proportionnellement, c'est-à-dire qu'il sera augmenté de 70,000 environ; et les conseillers municipaux, formant la moitié sortante, qui s'élevaient, en 1834, à 220,000, éprouveront également l'influence de la marche ascendante de la population.

Alors il fut question de monter l'ouvrage. Le comité se rassembla pour arrêter la mise en scène : le régisseur proposa toutes les défilées romaines pour habiller les soldats grecs, son palais de Thésée pour la tente de Xerxès, et son forum romain pour le passage des Thermopyles : Taylor prit son crayon, dessina des décorations et des costumes neufs et ordonna au bas de ces croquis une somme de quinze mille francs : pendant huit jours il y eut émeute rue Richelieu; et quelques-unes des haines obstinées, dont s'honore le commissaire-royal, datent du jour de la mise en scène de *Léonidas*.

La pièce fut jouée : jamais on n'avait vu rien de pareil au Théâtre-Français comme décoration, comme costume et comme mise en scène. Au lever du rideau de chaque acte c'était des cris et des trépignements. Talma fut sublime. On nomma l'auteur, on nomma le dé orateur, on nomma la metteuse en scène; il n'y eut que Taylor que l'on se garda bien de nommer; mais l'auteur l'embrassa, en lui disant : « Je vous remercie, vous venez de donner du pain pour deux ans à ma veuve et à mes enfants. »

Du jour de cette représentation mémorable, il y eut révolution au théâtre : toutes les hautes intelligences de la Comédie-Française se réunirent autour de leur patron et de leur représentant; ce fut alors que Talma, aussi, sentant qu'il allait mourir, demanda qu'on lui fit un convoi impérial : Taylor monta le *Charles VI* de M. Delaville; Talma y fut plus sublime qu'il n'avait jamais été; mais, frappé sur son char de triomphe même, il mêla son agonie à celle du pauvre roi insensé qu'il était chargé de représenter.

Mlle Mars restait seule : il est vrai que, comme Médée, elle pouvait dire : « Moi, c'est assez !... » On distribua les rôles de Talma à ses héritiers. Chacun tira à soi quelque chose des armes d'Achille et du royaume d'Alexandre; Michelot eut Tibère, et Firmin Le Tasse.

Cette dernière pièce eut, comme chacun le sait, un grand succès : Firmin fut très beau, Mlle Mars fut sublime. On n'oublia point pour cela Talma, mais on vit qu'on pouvait s'en passer; car heureusement le Théâtre-Français n'était point soumis à la loi salique, et le roi mort il pouvait être une reine.

Ce fut alors que Taylor rêva un coup d'état bien autrement hardi que tous ceux qu'il avait déjà faits; il avisa que le *Mariage de Figaro*, suspendu depuis douze ans, pourrait être arraché au cachot de l'inquisition censoriale; il fit si bien, qu'il obtint non seulement révision

le vote de deux projets de loi d'intérêt local, a adopté la loi sur les sels à six voix de majorité.

PRÉVARICATION. — ILLÉGALITÉ.

Faits graves soumis à M. le ministre des finances, conseiller-maitre à la cour des comptes.

M. le directeur de l'administration des postes, aujourd'hui comme les jours précédents n'a fait payer au *Journal des Débats*, à la *Gazette de France*, à la *Paix* et au *Temps* que 4 centimes au lieu de 8 centimes, soit une différence de 520 fr. sur treize mille exemplaires que ces quatre journaux expédient par la poste; ce qui, depuis que l'arrêt de la cour de cassation a été rendu, forme déjà un total de 1,560 fr. dont M. Conte doit être chargé en recettes, sans préjudice des droits du trésor public pour tout le temps antérieur à l'arrêt rendu le 10 mai par la cour de cassation.

Report des 11 et 12 mai pour droits non-perçus.	1,040 fr. »
— 13 mai pour droits non-perçus.	520 »

Total à porter au débit personnel de M. Conte. 1,560 fr. »

Une feuille des *Connaissances utiles* ayant 60 décimètres carrés, a été taxée aujourd'hui à 10 centimes par l'administration des postes, et la feuille du *Temps*, MÊME DIMENSION, à 4 centimes seulement !

Est-ce là ce qu'il faut appeler l'égalité devant la loi ?

L'administrateur, qui depuis sept années ordonne ou tolère un tel arbitraire fiscal, peut-il conserver plus long-temps ses fonctions ? Telles sont les deux questions sur lesquelles M. le ministre des finances sera prochainement interpellé à la tribune.

Un mémoire contenant des faits très graves contre l'administration des postes sera distribué la semaine prochaine aux deux chambres, à la cour des comptes et au conseil-d'état.

Il est temps enfin qu'on sache ce que l'adroit charlatanisme de M. le directeur des postes a pu couvrir jusqu'ici d'ignorance, d'arbitraire, d'illégalité et d'injustices. Une opposition énergique aux abus, voilà l'opposition que nous comprenons, coûte que coûte, et que nous considérons comme un des plus impérieux devoirs du contribuable.

En France, tout le monde blâme, mais personne ne sait résister. Il est temps que l'opposition change de forme; elle a trop long-temps consisté dans de grands mots, monnaie courante et usée, frappée à l'effigie des partis, c'est aux seuls noms du droit et de la loi méconnus qu'elle se doit maintenant faire, non en critiquant, mais en résistant.

Il nous était réservé de donner l'exemple de cette opposition nouvelle.

Cet exemple nous le donnons.

Le *Moniteur* publiera prochainement une ordonnance, laquelle appliquera aux condamnés disciplinaires de la garde nationale l'amnistie accordée aux détenus politiques.

Chronique.

Hier au soir, M. le président et le bureau de la chambre des pairs ont eu l'honneur de présenter à S. M. les projets de loi adoptés par la chambre dans sa dernière séance.

Dans la soirée, M. le préfet de la Seine, M. le général Pajol, M. le maréchal duc de Dalmatie et M. le duc de Castrie ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

S. M. a travaillé avec M. le ministre de la marine.

Aujourd'hui le roi a présidé le conseil des ministres.

Après le conseil, M. le président de la chambre des députés a eu l'honneur d'être reçu par le roi.

Le duc de Nemours fera, après les fêtes du mariage, un voyage en Allemagne. Son altesse royale passera d'abord à la cour de Mecklenbourg pour féliciter le grand-duc. Le prince ira jusqu'en Russie, où une entrevue lui sera ménagée avec l'empereur. Le général Gourgaud accompagnera le duc de Nemours.

C'est le 24 que la princesse Hélène de Mecklenbourg arrivera à la frontière. La remise de cette princesse sera faite avec une grande solennité. Deux tentes seront dressées à la limite de la France et de l'Allemagne. La princesse Hélène sera reçue par M. le duc de Choiseul et par les autorités civiles et militaires du département. Une salve de trente-six coups de canon annoncera son entrée sur le territoire français; deux escadrons de cavalerie et un bataillon d'infanterie lui rendront les hommages dus à une princesse royale.

M. le duc de Broglie, ambassadeur extraordinaire auprès de S. A. R. la princesse Hélène de Mecklenbourg, part demain pour Fulda.

Le comte d'Armanberg, qui a exercé les fonctions de chancelier d'état dans le royaume de Grèce, est arrivé le 6 mai à Munich, accom-

agné de sa famille et de son gendre le prince Cantacazène. Il était débarqué à Livourne et a passé par Milan, Gènes et le Splügen.

M. Pontois, ambassadeur de France aux Etats-Unis, est arrivé à Washington.

M. le baron de Heeckeren, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Pays-Bas à la cour impériale de Russie, est arrivé le 4 mai à Berlin, venant de Saint-Petersbourg.

M. Magnin, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, a envoyé sa démission à l'archevêque de Paris.

Par ordonnance de ce jour, M. Demerson, curé de Saint-Séverin, a été nommé curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, en remplacement de M. Magnin, démissionnaire.

Ce matin même, conformément aux conclusions du rapport adressé au roi par M. le garde-des-sceaux, et approuvé par S. M., l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois a été ouverte. Dès six heures, un grand nombre d'ouvriers commencent les réparations les plus urgentes.

Pendant la journée, une certaine affluence a régné autour de l'église; l'opinion publique s'est constamment manifestée dans le sens le plus favorable à ce nouvel acte par lequel le gouvernement efface de plus en plus le souvenir des discordes civiles.

L'ordonnance d'amnistie a reçu son exécution, le 11 mai, à Doullens, par les soins de M. de la Ville de Miremont, maître des requêtes, inspecteur-général des maisons centrales de détention, chargé à cet effet d'une mission spéciale par M. le ministre de l'intérieur, et que sont venus rejoindre M. Radiguet, conseiller de préfecture de la Somme, et M. le premier avocat-général près la cour royale d'Amiens, en l'absence de M. le préfet de la Somme et de M. le procureur-général.

A Clairvaux, l'ordonnance a été exécutée sous les yeux et par les soins de M. Combes-Sièyes, préfet de l'Aube, et de M. Tourin, inspecteur des prisons, spécialement délégué par M. le ministre de l'intérieur.

A Doullens, comme à Clairvaux, la plupart des condamnés ont manifesté des sentiments sincères de reconnaissance pour la clémence royale, des regrets pour le passé, de sages résolutions pour l'avenir. Un certain nombre manquaient absolument de ressources pour vivre en sortant de prison : ils ont reçu du gouvernement les secours nécessaires pour se rendre dans leurs familles, et aux résidences qui leur sont assignées par l'autorité.

Parmi les détenus, un grand nombre ont été condamnés pour les affaires de juin, et on prévoit qu'il pourra s'élever encore quelques difficultés sur l'élargissement de plusieurs d'entre eux.

En effet, l'ordonnance d'amnistie ne s'applique qu'aux condamnés pour crimes ou délits politiques, et dans sa circulaire, M. le garde-des-sceaux explique aux procureurs-généraux qu'ils doivent rechercher dans les termes du jugement ou de l'arrêt de condamnation, à quelle nature de faits les peines ont été appliquées.

Or, parmi les condamnés de juin, il en est plusieurs qui ont été condamnés tout à la fois pour attentat et pour meurtre ou blessures; quelques-uns même n'ont été condamnés que pour ces derniers faits. A cet égard, les instructions ministérielles données aux fonctionnaires chargés de faire exécuter les mises en liberté, portent que c'est dans les termes des questions soumises au jury, et des articles de la loi appliqués, qu'il faut rechercher la qualification du crime; que dans le cas où un crime ordinaire n'est que l'accessoire d'un crime politique déclaré constant, l'amnistie est applicable; mais qu'elle cesse de l'être s'il n'y a eu condamnation pour un crime ordinaire.

Ces questions sont fort importantes, surtout pour les condamnés de la Vendée; car on sait que les faits de chouannerie, bien qu'ils eussent peut-être un principe politique, ne se formulaient devant le jury que comme des crimes contre les personnes et les propriétés.

La division Hugon a définitivement reçu une destination. L'ordre est venu de la faire partir pour les îles d'Hyères. Cinq vaisseaux, une frégate, une corvette et un brick composeront cette petite escadre d'évolution. Ce sont l'*Iena* vaisseau-amiral commandé par M. Dussault, capitaine de vaisseau, et monté par l'amiral Hugon; le *Santi-Petri*, le *Montebello*, le *Jupiter* et le *Suffren*; ensuite la frégate du premier rang l'*Iphigénie*, la corvette aviso la *Diligente* et le brick le *Palluure*. Les ordres et la correspondance seront transmis par les bateaux à vapeur du port, qui entretiendront les communications entre le port et les îles d'Hyères.

Le vaisseau le *Trident* seul restera en commission de rade, ainsi que l'*Hercule*, dont les réparations se continuent activement.

La journée du 4 a été affreuse à Barcelonne : les anarchistes se sont montrés en armes. Déjà ils s'étaient emparés de la place du tribunal, de la maison de ville et des rues adjacentes.

Trois colonnes de troupes de la reine, chacune avec un canon, n'ont pas tardé à attaquer les factieux par des points différents. Le feu s'est engagé. La résistance semblait être opiniâtre; mais ils ont dû céder le terrain et battre en retraite jusqu'à la place Saint-Jacques.

Bloqués sur ce point, et après quelques coups d'une pièce chargée à mitraille, les républicains se sont rendus dans la matinée du 5; il leur a été permis de sortir de la place.

La tranquillité régnait; les portes de la ville étaient fermées.

Il est à remarquer qu'à l'exception des journaux judiciaires et du *National*, tous les autres journaux se sont gardés de reproduire l'arrêt de la cour de cassation. Aucun d'eux ne s'est élevé contre le flagrant délit d'arbitraire fiscal commis par M. le directeur des postes; cependant cette question touche vivement et directement quatre grands

uns qu'on pouvait transporter à Paris; de ce nombre était les deux aiguilles de Louqsor. La France, si riche de ruines romaines, ne possédait que l'obélisque-nain que Constantin avait, dans un moment d'amour, donné à Arles, sa maîtresse. C'était une belle et pacifique conquête à faire sur l'Egypte. Jusqu'à présent les empereurs seuls avaient tenté de pareilles expéditions; mais de nos jours la France est une reine qui a pour ministre le génie. Taylor écrivit à M. de Martignac :

« Monseigneur, les drapeaux victorieux de la France ont vu toutes les parties du monde, et partout où ils ont flotté, ils ont montré aux peuples que les Français savaient transporter sur la terre étrangère les bienfaits de la civilisation de leur patrie. Pour souvenir des victoires de nos armes, des étendards étaient appendus aux voûtes de nos églises; ces trophées ont disparu. Ne serait-il pas glorieux d'élever des monuments qui rappelleraient les batailles qui en avaient doté la France? Les campagnes des Français en Egypte, si glorieuses et si poétiques, égalent les hauts faits des croisades; et cependant pas une pierre ne consacre à Paris le souvenir de cette gloire. »

Bossuet a dit que la puissance romaine, désespérant d'égaliser les Egyptiens, a cru faire assez pour sa grandeur en leur empruntant les obélisques de leurs rois (1).

La France, qui a égalé les Egyptiens et les Romains dans la guerre, devrait peut-être consacrer ses triomphes en Orient par un de ces monuments dont l'Egypte et Rome sont encore si riches. Un ouvrage, qui est aussi une gloire pour notre pays, nous indique qu'il existe à Louqsor, sous les ruines de Thèbes, deux obélisques qu'il serait possible de transporter à Paris, et qui ornent admirablement une ou deux de nos places publiques, en même temps qu'ils signaleraient par de nouveaux témoignages, le triomphe de nos armes et la supériorité de nos sciences. Si Votre Excellence daigne accorder quelque attention à ce projet, je la prie de vouloir bien me donner un moment d'audience.

L'audience fut accordée; le ministre commença par opposer la presque impossibilité de la réussite d'un pareil projet. En tous cas, des fonds ne pouvaient être alloués pour une semblable entreprise, qu'à un homme qui aurait vu les lieux, calculé les distances, et étudié les

(1) Dix-sept obélisques égyptiens décorent les places de Rome.

journaux, cela est vrai; mais aussi une restitution s'ensuivrait en faveur d'un autre journal. Voilà leur silence expliqué! Vous verrez alors que ces journaux, plutôt que de dire un mot, préfèrent réduire leur format.

Heureusement que le public fera justice de ce honteux mercantilisme du *Journal des Débats*, de la *Gazette de France* et autres, et qu'en continuant de se désabonner, il les forcera à réduire leur prix d'abonnement.

Actes du Gouvernement.

Département de la justice. — Rapport au roi.

Sire, votre cœur magnanime a voulu faire disparaître jusqu'aux dernières traces de nos discordes civiles. Du haut de ce trône élevé, il y a sept années, pour le maintien de nos institutions et la défense des lois, Votre Majesté, par un grand acte de clémence, vient de donner à tous les Français le signal de l'oubli et du pardon; mais les portes fermées de Saint-Germain-l'Auxerrois rappellent encore un de ces souvenirs que Votre Majesté a résolu d'effacer: un arrondissement de Paris ne doit pas rester plus longtemps privé de son église paroissiale.

J'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté de décider que l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois sera rendue immédiatement au service divin.

Je suis avec respect,

Sire,

De votre Majesté,

Le très humble et très fidèle sujet,

BARTHE.

Approuvé. A Paris, le 12 mai 1837.

LOUIS-PHILIPPE.

Par le roi:

Le garde-des-sceaux, ministre secrétaire-d'état au département de la justice et des cultes, BARTHE.

Chambre des Députés.

PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

Séance du 15 mai.

Rapport de pétitions. — Vote de lois d'intérêt local. — Vote d'un projet sur les routes stratégiques. — Suite de la discussion sur les salines. — Adoption de la loi. — Discussion d'un projet relatif aux ponts-et-chaussées. — Annulation du scrutin.

A deux heures, le président monte au fauteuil.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT: L'ordre du jour appelle les rapports de la commission des pétitions.

M. RETOU: Je demande à la chambre de vouloir bien fixer à samedi le rapport de la pétition des armuriers de Paris et d'autres villes contre l'ordonnance du 25 février, relative aux pistolets de poche.

M. LE PRÉSIDENT: Il serait plus convenable de s'adresser à la commission des pétitions, pour qu'elle hâtât son rapport. A cette occasion, j'inviterai les députés chargés de rapports sur des projets de loi, de tâcher de les faire le plus promptement possible, autrement la chambre n'aurait rien pour garnir son ordre du jour. J'ai fait faire un relevé des travaux de la chambre, il résulte de ce travail que 33 projets ont été votés; 3 retirés ou non adoptés; 15 sont soumis à des commissions; 11 sont renvoyés dans les bureaux, et 12 peuvent être mis en discussion.

M. BUREAUX DE PUSY demande l'impression d'un document relatif au projet sur les sucres, qui a été communiqué par le ministre des finances depuis la présentation du rapport.

M. DUMON, rapporteur, répond que la pièce est sans importance.

Le président consulte la chambre.

L'impression n'est pas ordonnée.

M. DE MONTALIVET, ministre de l'intérieur, présente un projet de loi portant demande d'un crédit de 600,000 fr. pour subvenir aux besoins des établissements de charité et de bienfaisance.

M. FOULLE (Emmanuel), rapporteur, propose l'ordre du jour sur la pétition suivante:

« Le sieur Ruben adresse une pétition à la chambre en faveur du mariage des prêtres. »

L'ordre du jour est adopté.

Les maires et membres du conseil municipal de la ville d'Andres (Pas-de-Calais), demandent la démolition des remparts de leur place, rangée dans la troisième catégorie des villes de guerre, dont l'entretien serait onéreux au Trésor.

Sur les conclusions de la commission, la chambre renvoie la pétition au ministre de la guerre.

M. FOULLE propose le renvoi au président du conseil des deux pétitions suivantes:

« La demoiselle Decoux prie la chambre d'appeler l'attention du gouvernement sur les intérêts des Français créanciers du gouvernement portugais. »

« Des créanciers du gouvernement portugais demandent à être payés par le gouvernement français, sauf son recours, du montant de leurs réclamations contre le Portugal. »

MM. FRANÇOIS DELESSERT ET BIGNON (de Nantes) appuient les pétitions.

Le renvoi au président du conseil est ordonné.

Le sieur Pougat, bachelier ès-lettres, à Troyes, demande que les restes de Charles X soient réclamés à l'Autriche, et déposés dans les caveaux de St-Denis. (Ordre du jour.)

M. FOULLE continue le rapport des pétitions:

« Des habitants de plusieurs communes du département des Bouches-du-

Rhône, demandent à être réintégrés dans la faculté de cultiver du tabac; faculté qui leur a été retirée par décision ministérielle.

La commission propose le renvoi au ministre des finances.

M. THIERS, en sa qualité de député des Bouches-du-Rhône, appuie le renvoi au ministre des finances. Il pense qu'il serait bon d'examiner s'il n'y aurait pas quelque raison de revenir sur la décision ministérielle qui a exclu d'une manière si arbitraire ce département de la culture du tabac.

M. LACAVE-LAPLAGNE, ministre des finances, reconnaît que l'on doit, autant que possible, respecter les intérêts des localités; mais qu'ils doivent cependant céder devant l'intérêt général; il déclare que ce qui a déterminé son prédécesseur à rendre la décision dont on se plaint, c'est la nullité de la culture du tabac dans le département des Bouches-du-Rhône, qui n'a jamais pu, qu'à grande peine, satisfaire aux commandes, cependant très minimes, qui lui ont été adressées. Toutefois, ajoute le ministre, la pétition sera prise en considération, et le gouvernement ne s'oppose nullement à son renvoi.

Le renvoi au ministre des finances est adopté.

M. LE PRÉSIDENT: L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de loi sur le sel.

M. ESNOUF: La commission n'est pas là.

M. LE PRÉSIDENT: Alors on va passer aux lois d'intérêt local.

Trois de ces projets ont rapport à des changements de délimitations de communes, dans les départements de la Haute-Loire, de la Seine-Inférieure et du Jura.

Les trois autres projets tendent à autoriser la ville de Douai (Nord) et les départements de la Corse et du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement. Ces projets sont adoptés sans discussion.

On procède au scrutin.

Voici le résultat: Votants, 242; majorité absolue, 125. — Boules blanches, 223; boules noires, 17.

La chambre a adopté.

La chambre adopte sans discussion le projet de loi suivant:

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1837, un crédit supplémentaire d'un million pour l'achèvement des routes stratégiques.

Art. 2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen du fonds extraordinaire créé pour les travaux publics.

Voici le résultat du scrutin: Votants, 232. — Boules blanches, 216; boules noires, 16.

La chambre a adopté.

M. LE PRÉSIDENT: L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de loi sur les salines. Voici l'article 4 tel que la commission l'a rédigé.

Art. 4. Toute concession de mines de sel comprend les eaux salées qui peuvent exister dans l'étendue du périmètre concédé.

Ce périmètre sera tracé de manière à laisser en dehors les exploitations d'eaux ou de puits salés existant au jour de l'adjudication de la demande en concession, et à l'égard desquels les dispositions de l'article suivant auront été observées.

M. LAURENCE: Je dois faire observer à la chambre que cet article a été rédigé de concert avec M. le commissaire du gouvernement.

M. LEGRAND déclare qu'il ne combattra pas l'amendement bien qu'il permette l'exploitation sans concession, parce qu'on a fixé un périmètre.

L'article est mis aux voix et adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Nous revenons à l'art. 16 de la commission.

Art. 16. La remise accordée, à titre de déchet, par l'art. 12 du décret du 11 juin 1806, sera régie par une ordonnance royale, en raison des lieux de production, après des expériences qui auront constaté la déperdition réelle des sels, sans que, dans aucun cas, cette remise puisse excéder 5 p. 0/0.

Toutes dispositions contraires sont abrogées.

M. LIADIÈRES propose de remplacer cet article par le suivant:

Les sels de toute origine continueront à jouir de la remise de 5 pour 100 à titre de déchet, accordée par l'art. 12 du décret du 11 juin 1806.

Il continuera d'être pourvu par un règlement spécial, à la perception de l'impôt sur le sel provenant des sources salées actuellement existantes dans les Basses-Pyrénées.

Cet article sera converti en loi dans la session de 1839.

Cet article combattu par le ministre des finances n'est pas adopté.

L'article 16 de la commission est adopté.

Article transitoire.

Les dispositions de la présente loi qui pourraient porter atteinte aux conditions du bail consenti à la compagnie des salines et mines de sel de l'Est, en exécution de la loi du 6 avril 1833, n'auront effet dans les départements dénommés en ladite loi qu'après la résiliation du bail.

Jusqu'à cette époque, les lois et règlements existants continueront à recevoir leur application.

M. LAURENCE, rapporteur, fait connaître les causes qui ont porté la commission à proposer cet article. La commission, tout en voulant la liberté de la fabrication du sel, n'a pas cru juste, tant que le bail de la ferme de l'Est existerait, qu'il dût être permis de venir exploiter librement dans le territoire concédé.

M. LACAVE-LAPLAGNE, ministre des finances, déclare que l'article est une heureuse transaction à laquelle le gouvernement adhère complètement.

La chambre procède au scrutin.

Voici le résultat:

Votants, 242. — Majorité absolue, 122. — Boules blanches, 126; boules noires, 116.

La chambre a adopté. (Vive agitation.)

M. LE PRÉSIDENT: La chambre a encore à voter le projet relatif au personnel des ponts-et-chaussées. Je lis le projet:

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour les dépenses du personnel du corps des ponts-et-chaussées, exercice 1837, un supplément de crédit de 33,000 fr.

Art. 2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 18 juillet 1836, pour les besoins de l'exercice 1837.

M. JAUBERT: Le projet de loi en lui-même ne devrait susciter aucune discussion, puisqu'il résulte d'une erreur qui s'est glissée dans le budget; mais ce projet de loi ramène l'attention de la chambre sur un point important: c'est à dire l'insuffisance du nombre des employés des ponts-et-chaussées.

Dans les temps antiques, chaque rivière avait sa malade, aujourd'hui, il faut que chaque rivière ait son ingénieur. (Hilarité.)

L'orateur fait observer que les chambres ont voté des lois qui augmentent d'une manière considérable les travaux publics, et que, par conséquent, il serait à propos de mettre le plus tôt possible le corps royal des ponts-et-chaussées en rapport avec cette augmentation de travaux.

Je demande donc, dit en terminant M. Jaubert, s'il est dans l'intention du gouvernement de proposer, avant la fin de la session, un projet de loi à cet effet.

M. MARTIN (du Nord): Je puis répondre d'une manière positive au préopinant que le projet de loi qu'il désire sera présenté sans doute à la chambre dans le cours de la semaine prochaine. Si le gouvernement n'a pas plus tôt soumis à l'examen de la chambre un projet sur ce sujet, c'est qu'il lui a paru que d'abord les projets de loi sur les travaux publics, devaient être votés afin qu'une augmentation dans le personnel du corps des ponts-et-chaussées fût justifiée.

M. ESTANCELIN dit que ce ne sont pas les ingénieurs qui manquent, mais bien seulement les sous-ordres et les conducteurs.

La chambre passe au scrutin sur l'ensemble du projet, après avoir adopté les deux articles par assis et levé.

La chambre n'étant plus en nombre, le scrutin est annulé, il n'y avait que 161 votants.

La séance est levée à six heures.

Commission chargée d'examiner le projet de loi, portant allocation 1^{re} d'un crédit spécial de 14,658,227 fr. pour les dépenses extraordinaires d'Afrique, en 1837; 2^e d'un crédit d'urgence de 1,152,000 fr. à valoir sur celui de 14,658,227 fr.

1^{er} bureau, MM. Baude; 2. le général Schneider; 3. Piscatory; 4. Saint-Marie Girardin; 5. Janvier; 6. Pelet (de la Lozère); 7. Estancelin; 8. Robineau; 9. Desjobert.

Ordre du jour du lundi 15 mai 1837.

A midi, réunion dans les bureaux.

Suite de la nomination des commissaires pour les chemins de fer.

Examen d'un projet de loi concernant des crédits supplémentaires extraordinaires, à ouvrir au ministère des finances sur l'exercice 1837.

A deux heures, séance publique.

Suite du scrutin sur le projet de loi relatif au personnel des ponts-et-chaussées.

Rapport sur le budget de la marine. (M. Hernoux, de Seine-et-Oise, rapporteur.)

Discussion du projet de loi sur le concours des propriétaires dans les travaux des fleuves et rivières.

Discussion du rapport général du budget.

Discussion du projet de budget (ministères de la justice et des cultes, et des affaires étrangères).

Bourse du 13 Mai.

La spéculation, aujourd'hui, a été aussi nulle que possible; la stagnation s'est établie entre les cours de 79 15 et 20; et après la clôture du parquet, la cote est restée à 79 17 1/2.

Le chemin de fer de Montpellier s'est traité à 580 et 577 fr. 50 c.; celui de Meudon, Sèvre et Versailles, est monté à 590 fr.

FONDS PUBLICS.	Prem. cours	Plus haut	Plus bas	Dernier cours	Cours d'hier
5 0/0, 22 7/10 comp.	108 1/2	108 1/2	107 1/2	107 1/2	107 1/2
Fin courant.....	108 1/2	108 1/2	108 1/2	108 1/2	108 1/2
Prime fin courant.....	108 1/2	108 1/2	108 1/2	108 1/2	108 1/2
Prime fin proch.....	108 1/2	108 1/2	108 1/2	108 1/2	108 1/2
3 0/0, du 22 d. c.	79 15	79 15	79 15	79 15	79 15
Fin courant.....	79 15	79 15	79 15	79 15	79 15
Prime fin courant.....	79 15	79 15	79 15	79 15	79 15
Prime fin proch.....	79 15	79 15	79 15	79 15	79 15
FONDS ÉTRANGERS.					
ESPAGNE, 5 0/0, j. de j.	99 80	99 80	99 80	99 80	99 80
Fin courant.....	99 80	99 80	99 80	99 80	99 80
ESPAGNE, Cortès					
— Dette passive, 5 3/4					
— Dette active, 2 1/8					
— Comp.					
— Anciens différés, 7 1/2					
— Nouveaux différés, 7 1/2					
PIEMONTE, 4 0/0 avec prime, 1055					
HAÏTI 307 50					
ÉTATS ROMAINS, Oblig. 1832, 100 7/8					
HOLLANDE, 3 0/0					
REPORT du comptant à la fin du mois.	5 0/0	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
5 0/0	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Naples 15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
FONDS ANGLAIS.					
Consolidés p. c/ enverts, à	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
— p. c/ fermés, à	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2	91 1/2
FONDS ESPAGNOLS, actifs.	23 1/2	23 1/2	23 1/2	23 1/2	23 1/2
LONDRES, 11 Mai.					
FONDS ESPAGNOLS, passive	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
— différée, 9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
PORTUGAIS, nouveaux.	47 1/2	47 1/2	47 1/2	47 1/2	47 1/2
— 3 0/0	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4

TORTONI, dix heures du soir.

Pas d'affaires.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

Paris, Imprimerie de BETHUNE et PLON, rue de Vaugirard, 36.

moyens dynamiques à mettre en œuvre pour le transport d'une si lourde masse. Taylor offrit de faire à ses frais un voyage préparatoire: la proposition n'était pas refusée. Un passage fut accordé à l'aventureux voyageur sur la corvette la *Diligente*; Taylor partit de Paris le 11 mai, de Toulon le 25, arriva le 19 juin à Alexandrie, le 30 au Caire, et le 17 juillet à Thèbes. Pendant cette dernière course, qu'il fit avec un seul Arabe, son dromadaire s'abattit, et lui luxa le pied. Taylor se fit attacher sur sa monture et continuant son chemin, il arriva sans autre accident. Il avait fait 150 lieues en 8 jours.

Il s'assura que l'obélisque pouvait facilement être transporté jusqu'au Nil; aussitôt il reprit sa route, joyeux et fier de rapporter une pareille certitude à M. de Martignac. En arrivant à Paris, il trouva le ministère changé.

Il s'en consola, ou parut s'en consoler du moins, en rendant à un pauvre diable de poète, qu'il avait encouragé avant son départ, un nouveau service à son retour. Il fit monter *Henri III*.

ALEXANDRE DUMAS.

CHRONIQUE THÉÂTRALE.

AMBIGU-COMIQUE.

Le *Marchand de chansons*, vaudeville. — *L'Honneur de ma mère*, drame en 3 actes. — *Leone-Leoni*, drame en 3 actes.

Trois premières représentations en un jour, au même théâtre. On commence à cinq heures et demie; une demi-heure avant le moment où vous vous mettez à table. N'importe, il faut s'y trouver; vous prévenez vos domestiques, vous mangez crû, vous dînez mal et vous partez. Vous pensez avoir beaucoup fait pour l'abonné (le feuilleton aime l'abonné comme tout Français chérit sa patrie), eh bien! point; vous arrivez pendant le premier acte de la seconde pièce. Du haut de votre loge sise derrière la première galerie, vous écoutez pleurer une foule de bonnets et de casquettes sans savoir de quoi il s'agit. Cependant, un confrère arrive, qui a le malheur d'être placé aux stalles de devant de la galerie. Ce confrère est forcé de traverser tous les bonnets, toutes les casquettes et toutes les larmes des derniers rangs. Il en résulte une multitude de réclamations dont les plus ardentes, produites sous la

forme d'un bourgeois à redingote bleue, s'adressent à l'ouvreuse. — Pourquoi ouvrez-vous pendant qu'on joue? — Monsieur, c'est des journalistes. — Des journalistes, dit un *Titi* de dix-huit ans; c'est pas vrai, puisqu'ils commencent à cinq heures et demie; voilà plus d'une heure qu'ils doivent être à leur travail. Si c'est pas un journaliste, c'est un feignant.

En ce moment l'acte finit, et un autre gamin répond au premier: C'est un journaliste, je le connais; il est à toutes les premières; d'ailleurs je l'ai vu déjeuner chez M. Quiney avec le claqueur du théâtre.

— Qu'il dira de la première pièce! qu'il ne l'a pas vue?

A ce moment, je m'insinuai dans la conversation.

— Était-elle amusante la première pièce?

— Qu'est-ce, le *Marchand de chansons*?

— Oui, le *Marchand de chansons*.

— Ah! c'est gentil! pourtant quand je dis que c'est gentil..... c'est plutôt drôle, voyez-vous, parce que.....

— Quel est le sujet de la pièce?

— Il y a d'abord Bourdin et le père Bourguignon; Bourdin, c'est Gilbert, un ancien d'ici qui a joué avec Fresnoy.

— Gilbert a joué avec Fresnoy! ah! dit l'autre gamin.

— Oui, il a joué avec Fresnoy; que ma tante Macaron m'en parlait encore hier.

— Tiens, c'est drôle: moi qu'a vu Fresnoy quand j'étais petit, qu'il logeait dans notre maison, j'ai jamais vu Gilbert avec.

— Peu importe, dis-je à mon tour; mais le *Marchand de chansons*?

— Ah! oui, le *Marchand de chansons*. Il y a donc Bourdin et le père Bourguignon; Bourguignon, c'est Firmin, ce maigre qui gasconne, il joue un des trois pères dans *Gaspardo*. J'aime pas cet acteur-là, il parle tout bonnement, et puis il n'est jamais fatigué. Alors voilà Bourdin et Bourguignon qui se parlent l'un à l'autre. Ils ne sont pas d'accord.

— Et si, ils sont d'accord?

— C'est pas eux, c'est le fils qui est d'accord.

— Avec qui?

— Il est d'accord tout seul.

Alors les autres s'étaient parlés, comme je vous disais tout à l'heure, il est arrivé que pendant ce temps-là, Bourguignon, le fils, et Morisot,

un inabécile; Bourguignon, lui, c'est une autre affaire, il chante une romance. C'est tout simple; parce que c'est Fosse qui a une voix charmante.

— Je comprends.

— Alors ça devient très amusant, parce qu'il y a un chapeau gris et un homme bleu. Au fond c'est des lutins, mais c'est drôle tout de même. Et puis il y a aussi trois femmes dans la pièce.

A ces paroles le second acte de *L'Honneur de ma mère* commence. Quest-ce que *L'Honneur de ma mère*? C'est un sujet de pièce qui court dans l'air; une mère qui a un amant et une fille qui, pour sauver sa mère, accepte le déshonneur de cet amant. Cet amant, forcé d'épouser la fille de sa maîtresse, est tué enfin par le mari dont il est le gendre, et qui a découvert la vérité; voilà le fond de ce drame, qui montre de l'habileté, de l'intérêt, un certain soin de style et qui a complètement réussi.

Leone Leoni, est un roman de Georges Sand. Lisez le roman de Georges Sand et n'allez pas voir la pièce de M. Halevi; non que cette pièce soit mal faite et qu'elle manque de talent; mais enfin ce n'est qu'une pièce, et elle est obligée d'élaguer les développements, de serrer la phrase, de préciser les choses, et quand vous retrouverez dans le *Leone Leoni* de M. Halevi tout le *Leone Leoni* de Georges Sand, il vous arrive de vous étonner de tout ce qu'un style magnifique, une pensée chaude, une éloquence harmonieuse de phrases peuvent vous voiler d'immoralité, d'in vraisemblance et de folles imaginations.

GYMNASSE Schubry. — Voyez: *Roc le Barbu*.

F. S.

M. Charles Lafont, auteur de la *Famille Maronnet* et de *Jaffier*, vient de faire recevoir un drame en un acte à la Comédie-Française.

— Le théâtre d'ambigu-Comique est toujours en veine de prospérité. Sa nouvelle combinaison de spectacle a obtenu un magnifique succès. Trois pièces nouvelles jouées le même jour, et toutes les trois réussissent fort bien; cela ne s'était jamais vu, cela a étonné tout le monde. Le *Marchand de chansons*, *L'Honneur de ma mère* et *Leone-Leoni* produiront de belles recettes.

SI LE VRAI SYSTÈME DU MONDE ne triomphe pas de la théorie de Copernic, il faudra s'en prendre au système lui-même, mais non à l'auteur, qui y met une persévérance digne d'un meilleur succès. Cette constance, que rien ne rebute, annonce une conviction bien profonde, et nous l'avons franchement, nous commençons à en être ébranlés nous-mêmes; nous commençons à douter de l'hypothèse copernicienne. Aussi comptons-nous suivre les cours de M. Demonville, qui d'ailleurs se vante de mettre l'astronomie à la portée des intelligences les plus ordinaires, et qui ne réclame aucune connaissance sérieuse de ses auditeurs. Une méthode qui expliquerait sans digressions mathématiques, et démontrerait, de manière à être bien retenus, tous les phénomènes célestes, serait particulièrement précieuse pour les gens du monde, et nous voulons nous assurer personnellement si M. Demonville a résolu ce problème, comme il l'annonce. (Voir aux Annonces.)

M. Napoléon Le Mesl vient de publier, sur la question importante des sucres, un ouvrage qui mérite, sous tous les rapports, de fixer l'attention de nos lecteurs. Cet ouvrage a fait paraître, dans ces derniers temps, deux autres brochures d'un haut intérêt, intitulées: *De l'impôt des boissons*, et *Considérations sur les pensions de retraite*. (Voir aux annonces.)

A Monsieur le rédacteur en chef de la PRESSE.
Monsieur,
Dans le 2^e volume de l'ouvrage ayant pour titre: *Mémoires sur la reine Hortense et la famille impériale*, par Mlle Cochelet, lectrice de la reine, nous lisons ce qui suit:

« Allant un jour visiter les manufactures de Jouy, et voulant honorer les fabricants comme il honorait ses braves, l'empereur détacha de sa boutonnière sa croix de la Légion d'Honneur, et la plaça lui-même sur la poitrine de M.

Oberkampff. Plus tard, quand la prolongation de la guerre fut au moment de causer du désordre dans les affaires de ce digne homme, ce fut encore l'empereur qui le sauva de la ruine qui le menaçait par un prêt de plusieurs millions pris sur le trésor particulier de Sa Majesté. »

Au nom de notre famille, qui conserve religieusement cette croix d'honneur, décernée à son chef d'une manière si éclatante, au nom des nombreux parents de M. Oberkampff, qui se formaient alors à son école, nous donnons à cette dernière assertion le démenti le plus formel. Il est faux que jamais M. Oberkampff ait sollicité directement ou indirectement, ni reçu aucun secours de l'empereur; il est faux qu'il ait été aidé par aucun prêt, soit sur les fonds de l'état, soit sur le trésor particulier du monarque. Dans le cours de sa longue et honorable carrière, ce fut toujours avec ses propres ressources que le fondateur de Jouy et d'Essonne sut faire face aux chances du commerce.

Agréez, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.
LOUIS OBERKAMPFF, manufacturier à Saint-Quentin;
ERNEST FERAY, manufacturier à Essonne;
Petits-fils de M. Oberkampff.
Paris, le 9 mai 1837.

Monsieur le rédacteur, permettez-nous de répondre aux attaques réitérées que le sieur Fichet ne cesse de diriger contre les mécaniciens de la capitale; voulant faire croire qu'il est seul capable, il s'est permis d'afficher et de décrier ses confrères, lui qui ne connaît ni le dessin, ni le travail!

Comment est-il possible que le public puisse croire à ses assertions? Il a promis de faire des serrures qui parleraient, des serrures américaines, des combinaisons infailibles et dont il répondait, toujours en déclinant toutes les combinaisons qui ne venaient pas de son atelier. Lassés de nous voir sans cesse traités comme de mauvais ouvriers, nous avons tant prié M. P... de

nous donner les moyens d'ouvrir les caisses Fichet, qu'il s'y est décidé, et, le 21 mars, nous avons ouvert la caisse de M. A... rue de Valois, 11, et celle de M. C... rue des Dégarnisseurs, 5, perfectionnées depuis peu. Croyez, Monsieur le rédacteur, que si les mécaniciens ne lui ont pas ouvert ses caisses depuis qu'il en fait, c'est par considération pour la famille et pour l'honneur de la serrurerie. Deux autres caisses Fichet, perfectionnées, ont été ouvertes le 22 mars suivant, une chez M. P... rue Vendôme, 41, l'autre chez M. A... rue Saint-Honoré, 422.

Aréex, etc., NANTIER, BOULON, rue Lemerrier, 4, aux Batignolles.
P. S. Deux jeunes ouvriers avaient ouvert la caisse à l'exposition de la société d'encouragement; puis une autre perfectionnée depuis, et ouverte de même, au Palais-Royal, chez M. R. Ces deux opérations étant venues à la connaissance du public, croirait-on que M. Fichet, cet homme si fier et si audacieux, est allé les prier, les larmes aux yeux, de ne pas poursuivre cette affaire, attendu qu'il était perdu ainsi que sa famille, et qu'il a supplié ces jeunes ouvriers avec tant d'instances, qu'ils ont consenti à se rétracter pour ne pas le ruiner? De son côté, M. Fichet s'engageait, sur l'honneur, à ne pas livrer cet acte de complaisance à la publicité. (Cette rétractation ne devait venir qu'à la connaissance des membres de la société d'encouragement.) On sait qu'il a abusé de la bonne foi de ces jeunes ouvriers, et a voulu les faire passer pour des hommes qui n'avaient pas de parole et qui voulaient tromper le public, qui est appelé aujourd'hui à juger en dernier ressort de quel côté se trouve la vérité, à laquelle nous avons voulu rendre hommage. N. B.

M. PACINI rouvrira ses cours de Langue française en 24 leçons, le 16 mai. Il donne également des cours particuliers chez lui en ville. On est prié de se faire inscrire chez le professeur, rue Bourbon-Villeneuve, 16, où l'on trouve son cours pratique, 3^e édition, 1 vol. in-8 de 400 pages. Prix: 4 fr.

En vente chez DUMONT, Éditeur, Palais-Royal, 88.

TOMES 3 ET 4 DES IMPRESSIONS DE VOYAGE. 2 VOL. IN-8. - PRIX: 15 FR. PAR ALEXANDRE DUMAS.

SOUS PRESSE, pour paraître le 15 mai:
LA LISTE CIVILE DE LA BRANCHE AÎNÉE DÉVOILÉE.
RÉPONSE A M. LE PRÉFET DE POLICE.

Par MM. le comte de BRUGES, lieutenant-général et aide-de-camp de S. M. Charles X; le comte de SÉMALLÉ, ancien commissaire du roi en 1814, et en 1815 gentilhomme de la chambre de S. M. Charles X; LE BOUETTÉ, chef du bureau des pensions à l'ancienne liste-civile et gentilhomme ordinaire de la chambre de S. M. Charles X; le chevalier SARDIN, ancien caissier de M. le Dauphin; E. A. de l'ÉTANG; vicomte de SENONNES, ancien secrétaire-général du ministère de la maison du Roi; le chevalier de LÉPINOIS, ancien secrétaire-général de la préfecture du département de l'Oise, et ancien sous-préfet de Commeny; le comte Louis de CALVIMONT, successeur à la pairie de M. le comte de LYNCH; RENAUD, ancien député du Morbihan; M^{me} la marquise de...; le comte Louis de la BOUILLERIE, fils de l'ancien ministre d'état, intendant-général de la liste-civile; le comte de MARCELLUS, ancien pair de France; etc., etc. — Brochure in-8. Prix: 1 fr. — Se vend au profit des pauvres pensionnaires de l'ancienne liste civile. — A Paris, chez G. DENTU, libraire, au Palais-Royal, galerie d'Orléans.

VRAI SYSTÈME DU MONDE, PAR DEMONVILLE.

PREMIÈRE PARTIE. — Petit cours d'astronomie, ou courte exposition du système; incohérences coperniciennes; polémique avec l'Académie des sciences sur l'unité mathématique, l'extraction des racines et l'élevation aux puissances.
DEUXIÈME PARTIE. — Attraction, lois de la mécanique céleste; phénomènes magnétiques; méthode simplifiée pour le relèvement des longitudes; preuves trigonométriques de la distance et du diamètre de l'étoile polaire, du soleil et de la lune; erreurs des calculs de parallaxes.

Chaque partie, formant 1 vol. in-8 avec planches, se vend séparément 4 fr.
CHEZ L'AUTEUR, RUE DES GRÈS, 20.

COURS EN 12 LEÇONS, avec rétribution de 24 fr.

Rue des Grès, 20, à huit heures du soir, les mardi, mercredi, jeudi, vendredi des trois premières semaines des mois de juin, juillet et août.

A l'aide des sphères, où M. Demonville a conservé les proportions de distance et de diamètre du ciel visible, de la terre, du soleil et de la lune (1), les intelligences les plus ordinaires apprendront en moins de douze leçons à connaître parfaitement le mécanisme et les merveilles des cieux.

1^{re} LEÇON. Description générale du système. (Cette leçon est publique et gratuite.) L'entrée particulière à l'une des onze autres est de 5 francs pour les non-souscripteurs du cours.

2^e LEÇON. Théorie de l'attraction, gravitation des astres. — 3^e LEÇON. Points, plans et cercles de la sphère. — 4^e LEÇON. Fluide lumineux, ciel. — 5^e LEÇON. Révolution du soleil et de la lune; accroissement et décroissement du jour de l'équateur aux pôles; parallèles; l'une horizontale d'automne et du chasseur; accord des nœuds de l'équateur magnétique avec l'année de la création, le déluge en 1656, et la rotation insensible de la terre en 2544 ans. — 6^e LEÇON. Preuve du diamètre et de la distance du soleil et de la lune; réfraction; nombre d'or. — 7^e LEÇON. De la lune; lumière zodiacale; marées. — 8^e LEÇON. Comètes; aurores boréales. — 9^e LEÇON. Planètes. — 10^e LEÇON. Impossibilité de la rotation diurne et de la révolution annuelle de la terre, ainsi que de la force projectile; instantanéité de la lumière. — 11^e LEÇON. Phénomènes de l'aiguille aimantée; cause de la variation diurne; méthode simplifiée pour le relèvement des longitudes; mise en action de la méthode par une sphère pendule. — 12^e LEÇON. Erreurs des calculs de parallaxes, preuves trigonométriques du diamètre et de la distance de l'étoile polaire, du soleil et de la lune.

L'AUTEUR DONNE AUSSI DES LEÇONS PARTICULIÈRES.

(1) Sphère n° 1, 60 fr. — Sphère n° 2, 120 fr. — Outre le mouvement oscillatoire des pôles et la révolution du soleil et de la lune autour du globe, la sphère n° 2 figure les orbites de toutes les planètes.

FUSIL TOURRETTE,

Brevet du roi, se chargeant sans baguette dans des chambres, avec ou sans cartouche, et tirant 10 coups à la minute. Cette arme, qui présente beaucoup d'analogie avec le fusil de rempart adopté par le gouvernement, se vend de 150 fr. à 200 fr., chez MM. Tourrette et Buisson, fabr. d'armes, à St-Etienne.

AUX DAMES.

ABADIE, Pharmacien.
On emploie toujours avec succès contre la RAUCORRÉE, les ELUEURS BLANCHES, les FLEURES ANTI-RAUCORRÉES et l'INJECTION TONIQUE, qui se préparent selon les formules du D^r GUYÉTANT, membre de l'Académie royale de médecine, de la Légion d'Honneur, etc., à la pharmacie ci-dessus, où l'on distribue gratis une instruction très-détaillée. — Prix de la boîte de 100 pilules: 6 fr., de l'injection tonique 6 fr. Dépôt central à la pharmacie pour Paris, la France et l'étranger. (Affranchir.)

TAFFETAS MAUVAGE POUR L'ENTRETIEN DES VÉSICATOIRES

Le seul approuvé par l'Académie royale de médecine, se trouve dans les principales pharmacies de France. Tous les autres taffetas ou papiers ne sont que des contrefaçons occultes et sans garantie.

Annonces Judiciaires

Étude de M^{re} BONNET, avoué à Corbeil (Seine-et-Oise), successeur de M. Salmon.

VENTE SUR LICITATION, en la chambre des notaires de Paris, par le ministère de M^{re} Preschez aîné, notaire, l'un d'eux. — L'adjudication définitive aura lieu le mardi 6 juin 1837.

1^{re} d'une maison sise à Paris, rue du faubourg St-Antoine, n° 3, louée par bail principal 2,400 fr., sur la mise à prix de 30,000 fr.; 2^e d'une autre maison sise rue St-Victor, n° 130, est louée par bail principal 1,300 fr., sur la mise à prix de 14,000 fr. — S'adresser, pour les renseignements, à Corbeil, à M^{re} Robert, avoué poursuivant; à Paris, à M. Preschez aîné, notaire, rue St-Victor, n° 130.

A Vendre ou à Louer

VENTE, pour cause de départ, du magnifique PIANO queue de M. T..., en bois d'alois sculpté, qui en 1836 faisait partie du mobilier de Mme la duchesse de Berry. Cet instrument, fabriqué à Londres par M. Hérard, est reconnu par les artistes et les amateurs, comme le plus parfait qui existe.
Beaux meubles de salon couverts en damas jaune, et garniture de croisées semblable; Bureau dans le

gout le plus moderne, et Toilette d'homme faite par Jacob.

Le mardi 16 mai 1837, 2 heures de relevée, rue Saint-Marc, 23.
Par le ministère de MM. Bonnefons de Lavialle et Tournaire, commissaires-priseurs, r. Choiseul, 11.

A VENDRE. — Belle et bonne VOITURE de voyage en état de partir de suite.
S'adresser rue de la Chaussée d'Antin, n° 13.

A LOUER, EN TOUT OU EN PARTIE,
UN BEL HOTEL,

Composé de 1^{re} d'un très bel appartement, au rez-de-chaussée, avec jardin séparé, écurie, remise et dépendances.

2^e d'un appartement semblable, au premier, également avec jardin séparé, écurie et remise.
3^e de deux petits appartements au-dessus.
S'adresser au Concierge, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 107.

Avis divers.

BACCALAURÉAT ÈS-LETTRES.
Méthode prompte et sûre, résultat garanti, rue St-George, 23, M. LENOIR.

ON OFFRE, comme placement de capitaux,

Une belle Usine, à cinq paires de moulins, en pleine exploitation d'objets d'une consommation journalière, pouvant produire au moins cinq cents centimes de toutes charges, par bail dont l'exécution est garantie pour plusieurs années.

On pourrait joindre à cette acquisition une maison d'habitation d'une construction élégante, qui n'est séparée de l'usine que par une prairie.
S'adresser, pour les renseignements, à M. P. de VERNON, receveur de rentes, licencié en droit, rue du Pont-de-Lodi, 3, à Paris.

LITS ET BERCEAUX A DÉVELOPPEMENTS, PLANS, EN FER.



UNE POISSONNIÈRE, 15, PARIS.
Ces Lits, brevétés, sont établis dans un système tout différent de ceux déjà connus, et réunissent aux conditions d'un excellent coucher, l'avantage de pouvoir servir à d'autres usages, en voyage, sans aucun embarras. Les prix sont de 45 à 85 fr. suivant les formes et grandeurs.

PATE-LIMAGONS

QUELQUEJOUR, pharmacien, rue de Poitou, 13.
Ce Remède, d'un goût très agréable, convient dans les rhumes, catarrhes, asthmes, etc.

Le Sirop de Digitale, de Labellonie, pharmacien, rue Bourbon-Villeneuve, 19, guérit en peu de jours les PALPITATIONS DE CŒUR, oppressions, asthmes, catarrhes, rhumes et toux opiniâtres, et hydropisies commençantes.

Par cette signature sur chaque col ou déception.

COLS OUDINOT
CRINOLINE OUDINOT
DURÉE 5 ANS.
POUR LA VILLE ET LA CAMPAGNE, BALLOTS SOIRÉE
Placée la Bourse, 27.

SIROP DE THYRIDAGE

Contre les toux nerveuses, les douleurs, l'asthme, la chaleur intérieure, l'irritation de poitrine, préférablement à l'opium. 3 fr. la bouteille, 2 fr. 50 c. la demi-bouteille. — Pharmacie Colbert, galerie Colbert.

EAU ANGLAISE,

Seul liquide avoué par la chimie pour teindre les cheveux et favoriser la pousse, en toutes nuances, d'une manière indélébile. L'unique dépôt en France est à Paris, chez Mme M^{re} A. Palais-Royal, galerie Valois, 112, au premier. Prix des flacons: 3 ou 6 fr.; par douzaine, 50 ou 64 fr. Envoi en province. (affr.)

OLEAGINE.

Cette pâte végétale s'applique à la propriété de nettoyer la peau, celle de la blanchir et d'adoucir; aussi la préférence à-on aux pâtes d'amandes et de sésame. Elle ne se trouve que chez FLANDRIS, parfumeur breveté, rue de Richelieu, 61 et 63, en face la bibliothèque.

Feuille de Commerce

PARIS, 13 mai.
COURS DES EAUX-DE-VIE (hors-barrière).
22 degrés. 1 hect. Les 27 veilles.
Provençale. 73 . . . 75 45 - 150 . . . 155 .
Montpellier. 73 . . . 75 45 - 150 . . . 155 .
Saintonge. 77 80 - 82 75 - 160 . . . 170 .
La Rochelle. 77 80 - 82 75 - 160 . . . 170 .
Cognac nouveau. 85 20 - 87 60 - 175 . . . 180 .
Rasés. 92 50 - 97 35 - 190 . . . 200 .
Vieux. 121 70 - 136 30 - 240 . . . 260 .

	ESPAGNE 3/5.		
Saintonge.	73 45	77 50	155
Loire.	73 45	77 50	155
La Rochelle.	73 45	77 50	155
Fin de l'écule.	73 45	77 50	155
Provençale.	73 45	77 50	155
Montpellier.	73 45	77 50	155

LE HAVRE, 12 mai.
VENTES.
COTONS: 400 balles Louisiane de 15 1/2 à 102 1/2 ac.
23 " Mobile 87
73 " Fernambour 110 1/2

rix: 20 tierçons Caroline bonne march. 28 f.
carré: 114 sacs Haiti avar, en vente pub. 97 c. 101
sucré: 116 heures brut de 57 f. à 61 50 base de 60 50 la bonne 4^e.

Nos acheteurs de coton paraissent moins empressés de vendre. Notre approvisionnement de riz est réduit à environ 600 tierçons dont 100 tierçons vieux, mais il en est attendu 800 tierçons de Charleston. Sucre brut demandé pour Paris.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES.
10 mai. — Delbache, passementier, r. St-Denis, 319; juge-commissaire, M. Jourdain; agent, M. Maguier, rue du Felder, 14.
11 mai. — Alexandre, march. tailleur, r. de Rohan, 24; juge-commissaire, M. Desportes; agent, M. Kobach, r. St-Honoré, 175.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.
Lundi, 13 mai. — Onfroy, syndicat, 3 h. — Ambroise Chemery, clôture, 6 h. — Cervalis, clôture, 11 h. — Glashin, vérification, midi. — Duval, vérification, 1 h.

SPECTACLES DU 11 MAI.

OPÉRA. — Marie, Jeunesse de Henri V.
OPÉRA-COMIQUE. — L'Ambassadeur, le Luthier.
OPÉRA. — Schubert, la Vendéenne, la Maitresse, Un Colonel.
VARIÉTÉS. — Semaine des Amours, l'Étudiant, les Jolis soldats.
PALAIS-ROYAL. — Comtesse, Riquiqui, Postillon.
FOLIES-DRAMAT. — Mouton, Bonard, Micaela, le Fou.
CIRQUE-OLYMPIQUE. — Exercices d'équitation, les Massacres.